

# Ligue Burundaise des Droits de l'Homme

I T E K A

Avenue de la Mission N° 29, Avenue des Euphorbes N° 4, BP 177 Bujumbura- Tél: 228636-211623-E-mail [iteka@cbinf.com](mailto:iteka@cbinf.com)

*Café de Presse*

*11ème Edition*

*Bujumbura, le 05 septembre 2003*

## **THEME : PROCESSUS DE NEGOCIATION DU CESSEZ-LE-FEU : ENJEUX ET DEFIS**

### **Katiyunguruza Anselme :**

La Ligue Iteka a décidé aujourd'hui de consacrer un débat entre partenaires politiques pour parler des défis et des enjeux du cessez-le-feu tant attendu par les Burundais. On ne parlera pas seulement du cessez-le-feu, on parlera également du processus de cantonnement parce que l'homme ordinaire, malgré que l'on en parle assez dans les médias, ne comprend pas tellement ce concept nouveau au Burundi. C'est la même chose pour les concepts de pré-cantonnement, démobilisation.

La première partie de ce café de presse va porter sur la dimension informationnelle. L'opinion a besoin d'être informée à propos de ce qu'on appelle " cantonnement". La deuxième partie portera à son tour sur un débat contradictoire sur le phénomène de cessez-le-feu.

Pour parler justement de ce phénomène " processus de négociation du cessez-le-feu : enjeux et défis", la Ligue iteka a invité trois panélistes :

- Le colonel Nijimbere de l'armée burundaise
- Monsieur Jérôme Ndiho : porte parole du Cndd aile Jean Bosco Ndayikengurukiye
- Monsieur Mukasi Charles qui s'insurge depuis un bon bout de temps en faux contre les négociations d'Arusha.

Trois radios sont là pour animer ce débat : la Radio Nationale, Radio Bonesha et Radio RPA.

Nous avons un parterre d'acteurs politiques. Les principes du café de presse restent les mêmes. Le parterre ne pose pas de questions aux panélistes mais fait des observations sur l'un ou l'autre élément d'information.

**Colonel Nijimbere :**

Concernant le processus de cantonnement, les combattants vont s'acheminer sur ce qu'on appelle " poste de désarmement". C'est ici où ils seront enregistrés, identifiés sommairement. Après cet exercice d'enregistrement et d'identification, le combattant remet son arme. Après, il sera conduit dans une zone de cantonnement. Dans cette zone de cantonnement, il y a beaucoup d'actions qui se font : l'intégration et la démobilisation. Le cantonnement est la première étape du cessez-le-feu. On peut signer un cessez-le-feu. On peut même le déclarer. Pour que le cessez-le-feu soit efficace, il faut effectivement que les forces se désengagent c'est à dire qu'elles quittent le face à face. Il faut qu'elles soient conduites dans des zones de cantonnement où elles sont désarmées et attendent l'intégration et la démobilisation.

**Ntiruhangura :**

Que négocie-t-on réellement aujourd'hui ? S'agit-il d'un accord global de paix ou un cessez-le-feu simplement.

**Ndiho Jérôme :**

Etant donné qu'il y a des pôles de combats, il est indispensable de négocier avec tout le monde. Tous ceux qui combattent doivent être écoutés. Même si l'on est obligé de faire le même exercice, il faut le faire. On doit s'assurer que toutes les forces de combat, même celles qu'on croit minoritaires comme celle de Rwasa Agathon ont été intégrées dans la négociation. Il faut tout le temps nécessaire pour négocier avec le tout dernier belligérant. Une guerre civile est une guerre entre frères et sœurs. Si vous négligez un seul belligérant et puisque le " carburant" ne manque pas au Burundi, il est facile que le feu se rallume.

La négociation doit être totalement inclusive. L'idée de négocier est l'idée de la possibilité que la paix peut revenir et que les revendications peuvent être rencontrées. J'aime bien donner cette image : un accord de cessez-le-feu est comparable à une ordonnance médicale. Un docteur donne une ordonnance médicale après avoir identifié la maladie.

La négociation identifie les problèmes et on met sur papier un accord de cessez-le-feu. Celui-ci est donc un papier comme une ordonnance médicale. Il faut que celui qui a négocié puisse aller prendre le médicament chez le pharmacien. Le belligérant doit rentrer à Bujumbura pour participer avec les autres citoyens au retour à la paix et donc à l'application de l'accord.

Pour conclure, je pense que les négociations de tous restent indispensables. Si vous laissez dehors la moindre force dans un processus de paix vous n'arriverez jamais à une paix durable. Il faut prendre tout le temps nécessaire pour négocier avec tout le monde. C'est l'année passée par exemple qu'ont eu lieu en Afrique du sud les dernières signatures d'accord entre le président Mandela et De Clerk sur certains aspects. Les négociations doivent être continues. Il ne faut jamais les interrompre. Il ne faut pas attendre dix ans pour commencer les négociations parce qu'entre temps, il y a beaucoup de victimes.

C'est inacceptable qu'il y ait eu dans ce pays plus de 500.000 mille morts depuis le début du conflit. Tout le monde doit hâter le pas pour chercher la paix. C'est le devoir de tout être à l'abri du feu.

**Emmanuel Nsabimana ( RPA ) :**

Monsieur Jérôme Ndiho vient de dire qu'il faut hâter le pas pour intégrer et associer tout le monde dans le processus de paix. Pensez-vous, Monsieur Mukasi, qu'il faut hâter le pas et vous associer vous et vos partisans dans le processus de négociation ?

**Charles Mukasi :**

Que négocie-t-on réellement depuis 1993 ? C'est le mensonge qui tourne autour de ces négociations. Ntibantunganya a réuni les soldats pour leur demander la sécurité et avait dit qu'il allait donner la paix aux Burundais en trois mois. Il a été Président, la paix n'est pas revenue.

Le Frodebu a été élu en 1993 pour cinq ans. Après la mort de Ndadaye, il a commis le génocide des Batutsi. Il devrait par conséquent être radié immédiatement de la scène politique burundaise. Un parti qui commet le génocide devrait être disqualifié. Aujourd'hui le Frodebu négocie pour continuer à violer et à tuer.

Le pouvoir, quand il est corrompu, il faut le changer. Comme le dit le président américain, la paix passera par l'éviction des leaders corrompus. Le Burundi est gouverné par des leaders génocidaires. On dit qu'il y a des rebelles, qu'on négocie avec les rebelles. Mais les rebelles sont dans le gouvernement ! On ne peut pas être rebelle à son propre pouvoir !

**Ndiho Jérôme :**

Un processus de cessez-le-feu nécessite plusieurs étapes. C'est le retour à la paix, c'est le retour à la démocratie. Sans démocratie, il n'y a pas de paix durable. Les enjeux majeurs sont donc le retour à la paix via le processus vers le cessez-le-feu et le retour à la démocratie.

En ce qui concerne les défis, je les vois de la manière suivante :

Il faut absolument qu'il y ait une nouvelle armée nationale dans laquelle toutes les ethnies sont représentées. C'est cette armée monoethnique qui est l'obstacle du processus vers la démocratie depuis 1993. C'est le grand défi qui se pose dans ce pays. Ce grand défi passe par les négociations. Il faudrait effectivement passer par un cantonnement, la phase de pré-cantonnement et celle du cantonnement proprement dit où il y a désarmement et formation d'une nouvelle armée. Evidemment, le Désarmement, Démobilisation et Réinsertion concerne e tous les belligérants. Il concerne aussi bien l'armée gouvernementale que les mouvements des partis politiques armés. Le DDR ne sera pas possible tant qu'il y a encore des combats sur terrain.

Il a été concédé dans les négociations que le retour dans les casernes de l'armée gouvernementale se fera suivant un certain nombre de règles.

Tout le problème qui se pose aujourd'hui, c'est l'arrêt des hostilités pour débiter la démobilisation, le désarmement et la réinsertion.

**Emmanuel Nsabimana :**

Peut-on espérer que l'on va arriver à un accord global de paix pour l'arrêt de la guerre au Burundi ?

**Colonel Nijimbere :**

Je dois affirmer que le gouvernement est en train de négocier un cessez-le-feu. J'adhère aux négociations de cessez-le-feu. Je ne négocie ni pour le maintien des postes ni pour les postes à venir. Je n'en ai que faire.

Le gouvernement a un accord de cessez-le-feu avec Mugabarabona, Jean Bosco Ndayikengurukiye et Pierre Nkurunziza. Maintenant, l'on est en train de négocier les modalités d'application de ces accords de cessez-le-feu. Le gouvernement tend toujours la main au Palipehutu-Fnl de Rwaswa Agathon pour qu'il regagne la processus de paix. La délégation gouvernementale a rencontré celle du Palipehutu-Fnl en Suisse. Elles ont eu des débats assez durs. Comme conclusion, la délégation du Palipehutu dit ceci : " Nous n'avons jamais réalisé combien était grande et fondée la peur des Batutsi à être exterminés". La délégation du gouvernement composée à majorité Tutsi a dit ceci : " Nous n'avons jamais réalisé combien était grande et fondée la frustration des Bahutu due à l'exclusion". Reconnaissez quand-même qu'il y a eu des maux au Burundi et qu'il faut guérir ces maux. Si les Batutsi ont peur d'être exterminés, il faut trouver des mécanismes pour les protéger. C'est ce qu'on continue à chercher avec le cessez-le-feu à Arusha.

Il y a des gens qui disent qu'ils ont été exclus du pouvoir politique et militaire, il faut résoudre le problème. Le fait de leur admettre de participer dans les constitutions politiques et dans les corps de défense et de sécurité est une solution. Où en est-on avec les négociations avec Pierre Nkurunziza. Il y a juste deux questions de grande ampleur qui nourrissent encore des divergences :

- La suppression de la gendarmerie demandée par le Cnnd,
- Le partage des postes dans les institutions politiques et dans les corps de défense et de sécurité.

Les deux questions ne devraient pas faire perdurer la guerre. Les Burundais ne devraient pas continuer à souffrir des effets de la guerre parce que des gens ne veulent pas lâcher certains postes ou parce que d'autres gens veulent beaucoup de postes.

Le Palipehutu-Fnl dit qu'il veut négocier avec les Tutsi. Il dit qu'il ne veut pas comme médiateur Zuma et Museveni. Il veut Mandela ou une autre personne désignée par lui. Ceci ne devrait pas pour moi constituer un obstacle aux négociations. Il est grand temps de trouver des portes de sortie pour le Palipehutu Fnl. Celui-ci veut négocier mais j'ai l'impression qu'il a quelques scrupules. On n'attendra pas éternellement le Palipehutu-Fnl. Il faut se fixer une date non au delà d'un mois. Il faut que le Palipehutu-Fnl entre absolument dans les négociations avant que l'on entame le processus d'intégration et de démobilisation avec le Cnnd Nkurunziza et les autres.

### **Charles Mukasi :**

Mon colonel, vous devrez aller à Arusha ou à Genève en 2003 pour découvrir que les orphelins de 1972 ont souffert. Franchement, c'est être inhumain ! C'est scandaleux ! Est-ce qu'il faut aller à Genève pour découvrir que les gens ont peur d'être exterminés et que le génocide est une réalité au Burundi ? Faut-il aller à Genève pour découvrir que Ndadaye a été tué et que par la suite les Bahutu ont tué les Batutsi et des Hutu de l'Uprona ? Doit-on aller à Genève pour découvrir que des Bahutu ont été tués en 1972 et qu'ils ont tué des Batutsi en 1993. Non, il faut un débat national inclusif pour réhabiliter toutes les victimes de toutes ces barbaries. S'il faut négocier, il faut négocier pour que les médiocres quittent le pouvoir. Il ne faut jamais dire "nous négocions pour que les médiocres continuent à gouverner".

### **Gahutu :**

Les morts au Burundi s'expliquent par les injustices qui ont été commises depuis les années d'indépendance. Les négociations ne doivent donc pas négliger à mon avis la question de la justice qui reste primordiale.

Il faut des négociations inclusives. Celles-ci supposent que l'on invite toutes les parties. S'il y en a qui restent dehors, au moins l'on laisse la chaise pour montrer et manifester la volonté de faire la paix. Le Parena n'a pas signé l'acte d'engagement aux accords d'Arusha. Par conséquent, sa chaise devrait rester vide jusqu'aujourd'hui pour montrer la bonne volonté de faire la paix. Laisser la chaise vide signifie que l'on est toujours favorable pour faire la paix.

Un autre fait m'étonne, la présence des Sud Africains au Burundi. Les négociations burundaises sont atypiques dit-on. La communauté internationale nous accompagne dans cette voie atypique. Les Sud Africains sont présents depuis plusieurs mois mais ne sont pas évalués. Ils sont ici pour combien d'années. Quand est-ce qu'on va les évaluer pour les remercier par après de ce qu'ils ont fait pour le pays et leur faire retourner chez eux ?

### **Ntibantuganya :**

Les enjeux aujourd'hui au moment où nous cherchons le cessez-le-feu. Les choses diffèrent suivant ceux qui font le feu et ceux qui en subissent. La majorité étant constituée par ceux qui subissent le feu. La violence que nous vivons aujourd'hui est d'abord politique. Et là si vous voulez l'arrêter, il faut commencer par la base. Quelle est la source de cette violence ? Quels sont les facteurs de cette violence ? Quels en sont les acteurs ? Avant de continuer, je vous dis ceci. J'ai entendu ici des voix que l'on pourrait placer dans l'opposition. J'ai l'impression que ces voix ne parviennent pas à faire comprendre leurs alternatives. Quand vous allez chez un médecin et qu'il ne vous satisfait pas, tant que vous avez encore le souffle chez votre corps, vous ne vous laissez pas mourir. Vous allez voir un autre. Si le médecin constitué par les institutions et forces politiques qui ont été identifiées ne satisfaisait pas, j'encouragerais la majorité de Burundais à aller voir ces autres médecins qui s'autoproclament ou qui veulent s'imposer en spécialistes. J'ai l'impression justement qu'il y en a qui s'insurgent en spécialistes. Je voudrais les encourager mais en leur disant surtout de sortir un peu de la ville de Bujumbura. Je leur demande de sortir des studios pour aller parler directement avec ceux là qui sont les premiers à souffrir de cette guerre. Je suis d'accord avec ce qui a été dit. Monsieur Mukasi et moi

vivons en peu en sécurité ici. Des millions dont nous nous réclamons souffrent des atrocités de cette guerre.

Et ces Burundais ne nous entendent pas. Nos voix ne vont pas au delà de cette salle. Ce que nous disons ici ne soulagent pas du tout les Burundais. Si vous leur posiez la question, ils répondraient carrément que ce débat est inutile. Ce dont ils réclament en premier, c'est que ce feu soit éteint. Ensuite, c'est de nous dire d'analyser en profondeur ce qui est à l'origine de ce feu. Si un malade se présente chez le Docteur Birabuzza, s'il a de fièvre, sans doute qu'il commence à tempérer sa fièvre avant de le diagnostiquer. Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, il y a des priorités qui s'imposent, qu'on appelle cela guerre, violence ou quoi. Ce qui se passe aujourd'hui au Burundi est mauvais. Nous n'avons d'ailleurs pas le droit de discourir indéfiniment sur ça, si vous avez une contribution, apportez-là ! Lancez-vous dans le débat ! M. Mukasi n'a qu'à apporter ce médicament, dans l'accord cadre, de la violence.

Cela étant, une question correcte est vraiment posée. Il s'agit de la question de l'impunité. Ce pays, il y en a qui ont gouverné depuis l'indépendance en usant du crime. Le problème que les politiciens burundais ont, c'est qu'ils parlent de l'impunité de manière politique au lieu de lutter contre l'impunité dans le cadre de la morale. Il y en a qui croient que le tort est à côté, et dans la guerre qu'on se mène, l'on veut éliminer totalement politiquement, l'autre croyant que s'est là où se trouve la solution. Somme-nous vraiment sincères quand nous parlons d'impunité au Burundi ?

Depuis l'indépendance jusqu'aujourd'hui, l'impunité est évaluée au Burundi plus que l'Etat de droit. Pourtant, depuis les années 60, l'on a jamais eu l'état de droit au Burundi. Si l'on avait eu l'Etat de droit, il n'y aurait pas eu l'impunité. C'est l'Etat qui a consacré l'impunité. Le concept d'Etat ne remonte pas à 1993. Ceux qui font l'histoire savent que l'Etat du Burundi est vieux des centaines d'années sauf qu'il a des qualificatifs suivants les différentes époques. Il y a eu l'Etat monarchique, il y a eu l'Etat militaire, l'Etat des partis. Je vous dis une chose, tant qu'on n'aura pas suffisamment réformé cet Etat sous ses différentes facettes pour que ce ne soit plus un Etat qui produit des conflits, on n'arrivera jamais à une solution.

J'entame maintenant la question des enjeux :

1. Le pays brûle, il faut arrêter le feu.
2. Il faut mettre en place des mécanismes qui puissent rétablir les Burundais dans leurs droits
3. Il faut la vérité dans ce pays. Si nous ne commençons pas par la vérité des faits avant de condamner, nous risquons de condamner les innocents. Et là il y a une responsabilité qui se trouve au niveau de nous, les leaders et hommes politiques. Quand les Burundais réclament la lutte contre l'impunité, c'est pour être réhabilités. Je ne sais pas s'il y a beaucoup d'hommes politiques, devant la justice qui seraient réhabilités. Je me mets dedans. Ils seraient plutôt condamnés ! Si on demandait aux Burundais de nous faire un procès, franchement, ils ne nous pardonneraient pas. Nous tous ici ! Je parle bien sûr des hommes politiques. Et chacun sait où il est.

Je termine par ceci. Mettons-nous au service de la justice. Celle-ci devra tout d'abord partir de la vérité. Vous ne pourrez pas convaincre que vous êtes pour la justice quand vous manipulez l'histoire. Il y a donc un long chemin à faire.

**Katiyunguruza :**

A la fin de ce café de presse, le constat est le suivant. Certains disent que le gouvernement négocie un accord de paix. Les autres disent que le gouvernement négocie simplement le placement des gens et non un accord global de paix. Ensuite, il faut continuer à négocier jusqu'au dernier belligérant. L'accord de paix n'est qu'une prescription médicale. Les véritables protagonistes n'ont pas besoin de paix car il y a juste l'émergence des forces qui peuvent décider de l'impunité du crime. On peut décider de punir le crime si l'on adoptait la loi qui punit le crime. Cette loi vient de passer un bout de temps sur la table de l'Assemblée Nationale. Il faut d'abord le cessez-le-feu avant les négociations. Les gens qui négocient sont priés de penser aux Burundais qui souffrent au quotidien des atrocités de cette guerre sans fin.

